



CONTRE L'AUSTÉRITÉ ET LA GUERRE, PRENONS

LE PARTI PRIS *du* **Travail** *et de* **la paix**

Vie chère, salaires en berne, industrie bradée, casse des services publics et de la sécurité sociale et augmentation sans fin du budget militaire...

Depuis 8 ans, des centaines de milliards d'euros des richesses que nous créons ont financé les maxi profits d'une petite minorité d'ultra-riches et de grands actionnaires au détriment de l'intérêt général.

Nous sommes des millions à nous mobiliser pour dire stop ! Nous voulons un changement de politique.

Dans les prochaines semaines, amplifions la mobilisation par les grèves et les manifestations pour l'imposer au pouvoir et aux dirigeants des multinationales.

Exigeons ensemble :

- **La fin de l'austérité budgétaire.**
- **L'abrogation de la réforme des retraites.**
- **L'augmentation des salaires et des pensions.**
- **Des créations d'emplois dans l'industrie et les services publics.**
- **Le gel des dépenses d'armement.**

Une autre politique est possible : réorientons l'argent public, des banques et des entreprises et prenons le pouvoir sur la production !

Le PCF propose un pacte d'avenir pour la France qui prend le parti du travail et de la paix.

PARTICIPEZ AU PROJET

DONNEZ VOTRE AVIS



https://www.pcf.fr/propositions_pour_la_france



STOP AUX **211** **SANS** **MILLIARDS** **CONDITIONS** **POUR LES GRANDES** **ENTREPRISES**

C'est le 1^{er} poste de dépenses de l'État et il échappe à tout contrôle démocratique. Nous disons assez !

Des milliards d'euros d'aides fiscales et d'allègements de cotisations sociales qui bénéficient chaque année à Auchan, Michelin, LVMH ou ArcelorMittal alors que ces entreprises suppriment des milliers d'emplois, délocalisent les productions et versent des milliards d'euros de dividendes à leurs actionnaires !

Signez la pétition
pour exiger que l'argent public
serve enfin l'intérêt général !

Nos propositions **sont simples et justes**

Comme le réclame la commission d'enquête ayant pour rapporteur le sénateur communiste Fabien Gay, nous voulons :

- Imposer des critères sociaux et écologiques aux aides publiques versées aux entreprises.
- Exiger le remboursement total d'une aide de l'État ou d'une collectivité locale si une entreprise procède à une délocalisation de l'activité concernée dans les deux années qui suivent.
- Diviser par trois le nombre de dépenses fiscales et de subventions budgétaires aux entreprises d'ici 2030.

Mobilisons-nous pour développer l'emploi et la formation,
créer de nouveaux pouvoirs d'intervention des salariés
et améliorer la vie des Français !

